



LES LUMIÈRES DE MIDI À SAINT-GERMAIN

M. Bertrand Kiefer

M. Félix Bollmann

Mme Esther Alder

M. François Nordmann

Richesse - Pauvreté: Une fatalité ?

Pourquoi ne parvient-on pas à supprimer la pauvreté ?



2015

En 2015, pour la 8^{ème} année consécutive, la paroisse catholique-chrétienne de Genève a organisé les LUMIÈRES DE MIDI, un évènement dont les paroisses catholiques-chrétiennes de Bâle, Berne et Zurich sont à l'origine depuis plusieurs années.

Ces rencontres sont l'occasion d'inviter des personnalités à venir s'exprimer librement sur un thème de société en l'église Saint-Germain, un lieu qui se veut ouvert et chaleureux.

Le public est convié à ces rencontres qui se déroulent pendant la pause de midi, durant les semaines qui suivent Pâques. L'entrée est libre.

Cette plaquette est publiée par la
Paroisse catholique-chrétienne (ECC)
de Genève / Saint-Germain.
Rue des Granges 9. 1204 Genève.

Une version résumée est également disponible

Secrétariat de l'Église catholique-chrétienne
Case postale 645 - 1212 Grand-Lancy 1
cure.geneve@catholique-chretien.ch
+41 (0)22 794 06 54



Mardi 5 mai 2015.

Bertrand Kiefer

Bor Zuljan, luth

De formation théologique, puis devenu médecin, membre de la Commission nationale d'éthique, le Dr Bertrand Kiefer est actuellement rédacteur en chef de la Revue Médicale Suisse, hebdomadaire de la formation continue des médecins. Il est également le directeur de Médecine et Hygiène, coopérative suisse active dans l'édition et sur internet.

Les formations et les activités de Bertrand Kiefer dans les domaines théologique, de la santé et du journalisme font de lui un professionnel pleinement ouvert sur le monde. A cet égard, le thème des Lumières de midi 2015 est une occasion vivante qui lui est offerte de s'exprimer sur une réalité permanente : la coexistence et les limites de deux évolutions préoccupantes : la richesse et la pauvreté, omniprésentes dans nos civilisations sans doute depuis toujours...

La pauvreté dans l'histoire de l'humanité est une vieille affaire. En effet aussi loin que l'on remonte dans l'Antiquité apparaît la pauvreté. Autant la richesse est considérée comme une bénédiction, un don de Dieu lorsqu'il s'agit de religions - par contraste la pauvreté est une sorte de malédiction. Mais en même temps il y a toujours le besoin d'affirmer le respect des pauvres, de les prendre en charge, de faciliter leur incorporation dans la communauté et la société. C'est un thème extraordinaire qui traverse toute l'Antiquité et que l'on trouve présent dans beaucoup d'ouvrages religieux dès cette époque.

Et la pauvreté est aussi perçue comme une qualité, une force, un détachement des choses qui passent pour se consacrer à la réflexion ou à la méditation.

On le voit, il y a pas mal de « couleurs » quand on parle de la pauvreté.

Or de nos jours, quand on parle de pauvreté, on ne peut que constater qu'elle n'est plus une valeur en tant que telle. Elle est devenue une affaire technique sans pour autant nier la souffrance très concrète de très nombreux humains qui y sont confrontés.

Ainsi lorsque l'ONU se penche sur la pauvreté dans les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), celle-ci est d'abord perçue de manière technique sous la forme de constats d'insuffisances à maîtriser : la nourriture, l'accès à l'eau potable, le logement, les vêtements, etc. mais aussi les conditions de vie en général, l'éducation, une activité valorisante sur le plan personnel.

A la suite de quoi d'énormes projets concrets ont été mis en œuvre dans ces domaines par la Banque mondiale, l'ONU et par un grand nombre d'ONG dans les pays développés et dans les pays non-développés.

Le programme était par exemple de réduire de moitié la pauvreté entre 2000 et 2015. Le bilan à ce jour est assez mitigé puisque le nombre de pauvres a certes diminué en pourcentage mais leur nombre est toujours aussi élevé. Et les inégalités sociales ont progressé dans le même temps, c'est-à-dire que la pauvreté relative est passée dans la même période de 1 à 20 à 1 à 400, sans compter le nombre des riches qui est toujours en croissance comme le décrit Thomas Piketty. Selon lui, le fossé se creuse du fait des conditions actuelles du libéralisme.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si l'on réduit la pauvreté relative, ou si l'on réduit la pauvreté absolue pour garantir à tous les pauvres un revenu minimum sans toucher aux inégalités.

Du côté de la médecine, des travaux en épidémiologie ont montré que les déterminants sociaux de la maladie sont plus importants que les autres déterminants tels de la génétique et le comportement des

personnes. Ce qui permet de souligner l'importance de la pauvreté relative.

Cela provient du fait que nous sommes des « animaux sociaux ». Nous avons besoin pour vivre d'être incorporés à d'autres individus par des systèmes de valeur comme la culture et cela implique un certain niveau de richesse. Ce qui importe, c'est de ne pas être « largué » par rapport à son environnement. Ce qui explique qu'il puisse y avoir par exemple de la pauvreté en Suisse. C'est la pauvreté relative qui compte.

Or les personnes pauvres n'arrivent pas à se projeter dans l'avenir. Du fait de cette absence de futur, les discours de prévention n'ont pas de prise sur eux. La prévention est quasiment impossible. Ne pas fumer, ne pas boire, manger mieux, ne pas avoir un comportement à risques n'ont de sens que si des personnes arrivent à se projeter dans le futur. Sans cela, il n'y a pour elles aucun intérêt à avoir une bonne santé.

L'autre aspect dans les pays développés comme dans les pays non développés est que ce qui nous fascine n'est pas aujourd'hui de sortir de la pauvreté, mais bien la consommation qui se construit comme une sorte de « mythologie » : il faut être visible sur internet, « être à la mode », pour exister. La matière est ainsi devenue de plus en plus « magique » par cette consommation virtuelle. Ainsi chez beaucoup aujourd'hui un téléphone portable est presque considéré comme un « droit de l'Homme ». Celui ou celle qui n'y aurait pas accès se ressentira dans une certaine pauvreté.

L'autre aspect, c'est la notion de la rareté et de luxe. Dans toutes les civilisations il y a du luxe comme par exemple les parures ou les bijoux. Et en même temps il y a une certaine forme de gaspillage même dans des sociétés qui ne vivent pas dans l'abondance. On retrouve cela dans toute l'histoire de l'Humanité, aussi loin que remonte le regard de l'homme, dès le début de l'hominisation. Les bijoux permettent de se distinguer ; les rites religieux incluent souvent des actes de gaspillage, comme le sacrifice des animaux,

pour aller au delà de l'utilitaire. Les bijoux permettent la mise en valeur d'un « quelque chose de plus » comme la beauté ou l'unicité de la personne qui les porte. Ils montrent que chaque personne a sa propre valeur et que nous ne sommes pas interchangeables comme individus. Pour les sacrifices, ce gaspillage est ritualisé et symbolisé.

Nous sommes ici loin du gaspillage de la société contemporaine dans laquelle on a établi l'obsolescence programmée de certains biens matériels, avec en parallèle la publicité pour créer des besoins.

Or cela caractérise la question même du ressenti de la pauvreté. C'est ce désir, ce sentiment de manque, ce besoin de faire comme les autres et de posséder des objets que la publicité nous présente comme indispensables.

En médecine la pauvreté est quelque chose de très concret. Le système de santé fonctionne à plusieurs vitesses, même si la plus grande partie de la population en Suisse peut encore bénéficier des meilleures techniques pour se soigner. Mais jusqu'à quand ? Les techniques nouvelles sont de plus en plus coûteuses dans les progrès contre le cancer, dans les soins intensifs et dans bien d'autres spécialités. On voit bien le moment où riches et pauvres ne pourront plus prétendre bénéficier des mêmes qualités de soins. Ceux qui auront plus d'argent pourront peut-être un jour vivre plus longtemps. Ce qui serait une source d'inégalités. Ce qui serait aussi source de violences parce que la pauvreté relative est liée à la violence. Or plus il y a de violence, plus celle-ci se rabat sur les populations les plus pauvres. D'où l'importance d'avoir des sociétés plus égalitaires. J'imagine la situation d'un père ou d'une mère de famille à qui on dirait que son enfant pourrait bénéficier d'un traitement efficace mais qui ne pourrait se le procurer du fait de ses moyens ou de la décision de sa caisse maladie. Il serait probablement prêt à des actes de violence face à une situation qui lui apparaîtrait comme une injustice criante.

La question redoutable posée par les Lumières de midi aux intervenants de cette année : « la pauvreté peut-elle être supprimée » appelle trois options de réponses :

1. Certains pensent que nous sommes arrivés à un moment très spécial de l'histoire de l'humanité et que grâce au progrès matériel, nous allons pouvoir supprimer la pauvreté et préserver l'enchantement de la croissance qui va finir par tuer toutes les pauvretés dans un certain bonheur de suffisance, une ontologie matérialiste.

2. D'autres soutiennent qu'on ne peut pas échapper au déséquilibre et à la pénurie. Pour eux il est impossible de créer de la richesse sans créer de la pauvreté. Nous sommes dans une tension dialectique, un matérialisme dialectique.

3. Pour d'autres, il est impossible de définir la pauvreté. Il n'y a pas de ligne claire. Nous sommes dans un écosystème de référence dans lequel on doit garder une utopie d'égalité sans tomber dans un égalitarisme strict. L'option matérialiste se transforme elle-même en utopie : c'est le Trans humanisme. L'humain va évoluer en surhumain. Ce qui va pouvoir générer un dépassement de l'humanité qui pourrait permettre d'atteindre une certaine immortalité grâce aux technologies nouvelles comme les ordinateurs, l'informatique, etc. C'est le point de vue de Raymond Kurzweil qui fait partie de l'équipe dirigeante de Google. Nous allons aboutir à terme à un dépassement de l'humanité par la génétique. Pour les tenants de cette vision, ce serait la solution pour éradiquer la pauvreté. L'égalité serait dépassée par des « surhumains ». Une vision qui risque pour certains penseurs de renforcer les inégalités.

Il y a dans l'existence collective quelque chose de tragique du fait que nous sommes des « êtres-là » (Heidegger), des êtres qui meurent et la mort ne cesse de nous provoquer à faire de la culture, de la religion, de la spiritualité. Ce tragique s'exprime au quotidien par de multiples petits problèmes que nous avons à résoudre. Un tragique ontologique, l'existence, la pauvreté, la richesse, etc. qui supposent

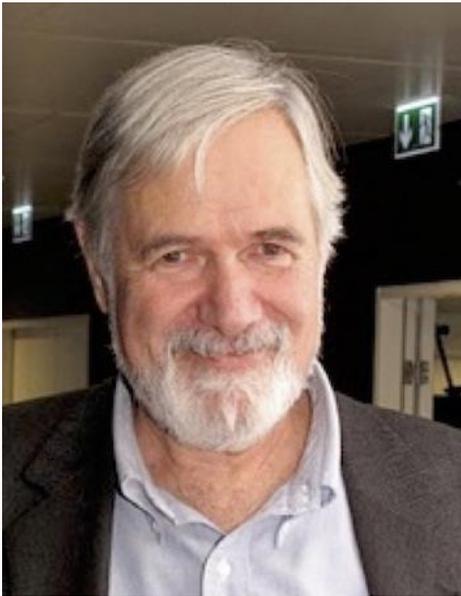
des mots, des symboles, des interprétations, du fait de cette expérimentation de la précarité humaine. Il n'y a pas de « solution » à la pauvreté comme il n'y a pas de « solution » à l'existence humaine. Si tout le monde sortait de la pauvreté, quel serait le statut de l'humain et de l'individu ?

On peut faire un parallèle avec la médecine. Je me suis beaucoup intéressé à la définition de la santé. L'OMS a défini la santé comme « un état de complet bien-être physique, mental et social, qui ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». Or sur la base de cette définition, on ne peut que constater qu'il n'y a aujourd'hui personne qui soit en bonne santé du fait des facteurs de risques dans la médecine moderne.

Il y a une définition de la santé que je préfère : « la santé est une façon d'aborder l'existence en se sentant non seulement possesseur et porteur, mais aussi au besoin, créateur de valeurs, instaurateur de l'homme idéal ».

Autrement dit, c'est notre liberté qui est la valeur la plus large. Cette capacité d'anoblir notre destin (compris ici dans le sens de notre épanouissement).

Il n'y a pas de solution à la pauvreté. Il y a une révolte nécessaire comme par rapport à la mort. Le pire, c'est l'indifférence. Cette révolte doit se faire par une culture de transformation. Et il est clair qu'on ne peut se contenter d'une vision purement économique et technocratique.



Mardi 12 mai 2015.

Félix Bollmann

Nathalie Effenberger, orgue

Economiste de formation, Félix Bollmann fut d'abord directeur régional romand de l'organisation du tourisme universitaire, puis membre fondateur d'une agence de voyages culturels du nom d'Artou, très connue à Genève. Ceci avant d'être appelé par la DDC, la coopération technique suisse, lui demandant d'assumer divers mandats sur le plan international.

Ce fut ensuite la Radio Suisse Romande qui lui confia la mise en place d'un nouveau programme culturel, celui d'Espace 2, dont il devint le directeur, avant d'être appelé à la direction générale de la SSR pour y diriger divers grands projets.

Enfin, c'est à Félix Bollmann que fut confiée la direction de la Chaîne du Bonheur, fondation d'aide humanitaire de la SSR.

Aujourd'hui, plusieurs organisations culturelles, sociales ou humanitaires savent pouvoir compter sur la collaboration bénévole de Félix Bollmann.

En préparant cette intervention, je me suis demandé : au fond, qui suis-je pour parler de la pauvreté alors que je ne peux en avoir qu'une vue théorique ? Je me sens un peu confus et j'essaye d'aborder ces questions avec modestie, respect et sans prétention.

Pauvreté ou richesse : une fatalité ?

Pourquoi ne parvient-on pas à supprimer la pauvreté ?

Et de là j'ai rajouté une troisième question :

Mais avant tout, que savons-nous de la pauvreté ?

Mon travail dans l'humanitaire a plus consisté à réparer la fatalité que la pauvreté en soi. En effet, le travail humanitaire en général et celui de la Chaîne du Bonheur en particulier, consiste plus à aider les victimes de catastrophes sévères, subites, brutales, naturelles ou

causées par la main de l'homme que les victimes de la pauvreté en tant que telles. La Chaîne du Bonheur, n'oublie pourtant jamais cette dimension et estime que justement la réparation d'une catastrophe peut contribuer à améliorer le sort des plus pauvres. De plus, et plus discrètement, elle sait aussi ce que signifie « pauvreté » ici, chez nous, et mène aussi une action quotidienne et très discrète dans ce domaine.

Nous avons tous beaucoup d'idées sur les pauvres mais peu de connaissances. Au fond, jusqu'au dernières années du siècle dernier, si la religion, la philosophie, la littérature, les idéologies et la politique ont beaucoup parlé de pauvreté, les sciences humaines ou économiques ne se sont que très peu posées de question sur qui étaient vraiment les pauvres et ce que voulaient ceux qui étaient concernés.

Nous vivons une époque paradoxale : jamais de toute son histoire, l'humanité n'a été aussi riche. Jamais, l'humanité n'a été aussi bien nourrie. Jamais de toute son histoire l'humanité n'a connu aussi peu de « pauvres ». Rien qu'en Asie où vit près de la moitié de cette humanité, entre 1990 et 2010, la grande pauvreté a diminué. Elle est passée de 54.7% de la population, soit une personne sur deux, à 27.4%, soit une personne sur quatre.

On parle aujourd'hui de 800 millions à 900 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté allant de la grande pauvreté à la misère soit env. 1 personne sur 7. Il y a 150 à 200 ans ce chiffre se situait probablement autour des 3/4 de l'humanité. Chaque année apporte sont lot de commémorations mais je doute, que l'on commémore l'année prochaine les 200 ans du début de la dernière grande famine de Suisse. Même le peuple russe avait alors fait des dons sous forme de blé. On oublie aussi qu'à l'époque de nos arrière grands-parents, la machine à vapeur et le chemin de fer existaient déjà, un huitième de la population irlandaise est simplement morte de faim, que la moitié des survivants de l'île, 4 millions, sont partis et que la grande pauvreté y a perduré jusque dans les années 1950. Nous venons donc de loin même en Europe.

La faim à grande échelle dans le monde n'existe plus. Les rares poches de famine sont toujours conjoncturelles ou le fait de la mésentente entre les hommes. Le déséquilibre alimentaire, la malnutrition sont malheureusement un phénomène réel et courant mais ils tiennent autant aux racines économiques que culturelles ou sociales.

Malgré toute cette richesse et la relativisation de la pauvreté que je viens de faire, cette pauvreté est présente partout, chez nous en Suisse comme ailleurs. Il convient cependant de dépasser les images et surtout aussi et entre autres, les images du catastrophisme publié qui alimentent la vente des journaux, les taux d'écoute, les collectes de nombreuses ONG et bien des campagnes idéologiques ou politiques. Et c'est quelqu'un venant du milieu de l'humanitaire qui prend la responsabilité de le dire...

Des personnes anonymes, d'apparences tout à fait normales de chez nous peuvent être pauvres et connaître un handicap social de pauvreté. À l'inverse, des habitants d'effroyables bidonvilles notamment d'Asie ou d'Inde que je connais un peu, ne sont pas nécessairement que l'expression de la pauvreté, toutes proportions gardées. À Bombay les conditions matérielles et d'hygiène reflètent aussi et surtout la crise du logement et des infrastructures d'une ville qui a passé en moins d'une vie de 1 à 18 millions d'habitants et qui reçoit aujourd'hui encore jusqu'à 2'000 immigrants par jour. Imaginez vous simplement Genève, sur son territoire, avec 4 millions habitants de plus entre 1950 et 2000. Ce serait exactement la même proportion qu'ont connue Mumbai ou Bombay.

Mais au fond que savons-nous des pauvres ?

D'abord, il y a des pauvretés - au pluriel - avec une multitude de causes et de facettes. Cependant cette multitude de pauvres partage des traits communs et ce où qu'ils soient.

Quels sont alors ces traits communs?

Le premier point commun à tous les pauvres de ce monde est la précarité qui empêche de concevoir un horizon de vie de plus de quelques jours voire de quelques mois. Et ce, que la personne ait ou non un emploi. Une personne « pauvre » vit dans le court terme uniquement. Tout n'est donc que recommencement et réinvention de conditions de vie.

Le deuxième point est que la vie d'une personne pauvre est compliquée. Elle est rendu compliquée par le premier point à quoi s'ajoutent l'insécurité et la perpétuelle nécessité de se débrouiller pour trouver l'essentiel. Chez nous, cela signifie peut-être pour une maman de trouver quelques heures de garde pour son enfant pour qu'elle puisse assurer un revenu puis faire les courses. Quand on est pauvre, faire des courses signifie avoir du temps pour suivre les meilleures occasions du moment. En Asie ou en Afrique cela peut signifier de chercher de l'eau loin de son lieu d'usage. Donc des faits de la vie quotidienne insignifiants pour la plupart d'entre nous, qui prennent subitement beaucoup de temps et d'efforts.

Le troisième point est lié à l'exclusion sociale due au déracinement, et partout à la discrimination ouverte ou occulte de groupes de populations. Simplement parce qu'immigrants ou venant d'ailleurs pour certains, hors-caste pour d'autres, de culture ou de religion différente que la majorité sans parler des tares, des maladies ou des toxicomanies, etc. Des conditions qui toutes poussent vers la marginalité.

Le quatrième point concerne l'accès à des services que nous considérons comme standards, basiques, simplement normaux, ce qui devient très difficile compte tenu des trois points précédents. Les services sont par exemple, en vrac, l'accès à l'administration, à la sécurité, à la santé de qualité, à la justice, aux assurances, à l'infrastructure (eau, routes, transports) ou à l'éducation et à la formation, etc. Et c'est une porte ouverte à tous les abus.

Le cinquième point est l'absence, l'insuffisance ou l'inadéquation de l'accès au monde économique voire de son exclusion par le chômage. C'est-à-dire l'accès à l'emploi, aux marchés (du travail comme des biens ou des services) et à tout ce qui procure à la fois un revenu suffisant et une position sociale identifiable reconnues par les tiers.

D'autres phénomènes tels que le dynamisme économique général, même nécessaire, ou les modifications de l'environnement, etc. laissent bien des gens en route et se surajoutent à ces points.

Donc en isolant ces points profondément entrelacés c'est-à-dire un horizon de vie court, la nécessité de temps pour l'indispensable, une vie compliquée, la ségrégation visible ou non, un accès difficile aux services de base et ce quelles qu'en soient les raisons on comprend mieux ce que « pauvre » signifie. Mais ces points sont à la fois conditions et conséquences et dépendent de la société comme de l'individu.

La pauvreté peut être rurale, légendaire, mais on imagine moins ce que cela signifie réellement. L'image biblique, romantique ou orientaliste de la femme qui cherche de l'eau au couchant doré du soleil cache une réalité bien plus dure. Ce sont des conditions de production difficiles, soumises aux aléas du temps et des prix, des structures sociales figées et sclérosées (qui font que, justement, ce sont ces femmes qui vont chercher 20 litres d'eau à des centaines de mètres de la maison). Des champs qui sont trop petits ou trop marginaux ou dont l'accès est interdit à certains car « sans terre », l'accès difficile aux pâturages, des conditions d'emploi plus que précaires pour bien des hommes et des femmes et qui ne se limitent qu'à la possibilité de quelques jours d'emploi comme journalier. Bref, toutes des conditions minimalistes qui feraient paraître la vie bien plus douce si elle pouvait se dérouler même dans un bidonville, en bout de piste, au-dessus duquel passent, les avions et la richesse en hurlant toutes les 2 minutes et ce à moins de 50 m d'altitude... Justement à cause de la dureté de la vie rurale 50 % de l'humanité vit maintenant en ville.

La pauvreté chez nous peut être cachée, invisible autour de nous, causée par les circonstances de la vie et générée par notre propre système. Un petit exemple très fréquent mais construit dans ce cas : un jeune couple se marie. Elle est caissière dans une grande surface et gagne 3'600.- par mois. Lui est électricien qualifié et gagne 5'400.- par mois. Donc à deux, ils vivent confortablement avec 9'000.- par mois dans un appartement qui leur coûte 2'700.-. Je vous fais grâce de l'assurance maladie, des impôts, du leasing pour la voiture, etc. mais ils « tournent », et tournent bien. Arrive un enfant. Elle doit réduire son temps de travail à 60 ou 80% et jongler avec une crèche très coûteuse. Pour ne pas donner dans le misérabilisme, considérons que lui conserve son emploi normalement mais supporte de moins en moins les pleurs de son enfant et les horaires étriés du couple. Ils finissent par se séparer. Le couple divorce : elle vit avec un peu moins de 3'900.- par mois avec son salaire, la pension et les allocations mais son nouvel appartement lui revient tout de même à 40% de ses revenus. Lui gagne 5'400.- brut par mois, retrouve aussi un appartement de deux pièces, doit une pension alimentaire, le leasing de la voiture et les impôts de l'année dernière.

Résultat de la situation : un couple de consommateurs-contribuables économiquement sain se transforme en quelques mois en trois pauvres, elle, lui et leur enfant. Je n'ai pas ajouté à ce pitoyable scénario qu'elle aurait pu, par exemple, être d'origine africaine lusophone parlant mal le français, ni le chômage, ni un handicap, ni des poursuites pour des soldes de cartes de crédit impayés, ni une facture de dentiste imprévue, ni du système fiscal qui est une véritable usine à pauvres notamment pour les jeunes et les immigrés résidents. La situation est celle que l'on appelle des « working poors ». Elle est banale.

Je répète, d'un couple normal et économiquement sain résulte trois pauvres et ceci, là, chez nous, aujourd'hui. La responsabilité est autant personnelle que résultant de la structure économique, politique et sociale. La réponse donnée provient de la solidarité familiale, de l'Etat puis, parfois, d'organisations d'entraide.

Revenons dans un pays dit du Sud : à l'autre bout du monde, dans le bidonville toujours proche de l'aéroport, c'est une vie de lutte et une lutte pour la vie. Un semblant d'organisation sociale existe pourtant : il y a la police, mais on ne sait pas si sa tâche est d'assurer la sécurité des habitants ou simplement de les contenir. Il y a un accès gratuit aux consultations de l'hôpital public, mais les médicaments, le labo et la nourriture sont payants. Il y a l'école qui sert même un repas sain gratuit à midi aux enfants mais les parents doivent payer les uniformes et les livres. Les parents vivent depuis deux générations avec les grands-parents et les enfants dans 30 m² sur deux étages d'une construction spontanée mais ils n'ont jamais eu droit à un titre de propriété et l'aéroport doit s'agrandir. Un robinet d'eau à peu près potable a été installé au bout de l'allée. L'électricité provient d'un branchement sauvage arrangé avec des voisins. Un égout à ciel ouvert passe au milieu de l'allée. Il sert de WC. Les parents ont pu se payer un vrai tapis et une télévision à écran plat – qui marche 12 heures par jour, le reste provient de la récupération. La famille mange deux fois par jour sans carences notoires. Mais dans ce bidonville il n'y a pas de chômage, tout le monde travaille et tout le monde travaille au moins 12 heures par jour, plutôt dans deux métiers qu'un. Les activités sont parfois les plus invraisemblables et vont du micro-commerce au recyclage des fers à béton ou d'ordinateurs, à la distribution de journaux et au recyclage de ces mêmes journaux, 24h plus tard, à la conduite d'un tuk-tuk ou d'un taxi partagé avec trois autres chauffeurs, et ça et là à un emploi régulier dans une usine. Je ne vous parle pas de la misère mais simplement de la vie quotidienne de millions de gens en Inde, au Brésil, au Nigeria, en Bolivie comme dans les Philippines ou ailleurs. Qu'ont-ils en commun ? La pauvreté et probablement le fait d'être tous venus de la campagne, parfois de loin. Pourtant ils ont l'impression, malgré toute la nostalgie et les abus, de vivre mieux qu'à la campagne. Dans ce contexte, ça et là, un jeune réussit à l'école, fait parfois des études supérieures, décroche un emploi à l'État, dans l'enseignement, voire dans une compagnie moderne, et subitement l'échelle de l'ascension sociale se matérialise devant eux. Ils accèdent à une forme de petite classe moyenne, l'horizon s'ouvre.

Ils sont assurés et les gendarmes sont plus polis. Ils réalisent le rêve de leurs parents. Chacun dans ces bidonvilles connaît quelqu'un qui a réussi. C'est l'espoir et un espoir qui porte. Et ceux qui finalement arrivent à s'en sortir et vivre dans un 45 m² tout confort au 12^{ème} étage d'une tour sont immédiatement remplacés par d'autres venus d'une campagne encore plus éloignée et qui prennent leur place dans un placard du bidonville.

Une fois de plus je ne vous parle pas de la misère, de la mendicité, de la déchéance sociale mais de gens simples comme vous et moi. Des gens qui ont une ambition, celle de vivre simplement comme la plupart d'entre nous, qui désirent une vie meilleure pour leurs enfants.

La pauvreté n'est pas une donnée homogène. La pauvreté misérable en tant que telle existe plus sur le papier et dans nos illusions que dans la réalité. Il y a foule de précarités, de pauvres et de pauvretés. Pauvreté frugale traditionnelle, pauvreté induite par les circonstances de la vie, pauvreté maintenue par des structures sociales inadaptées, misère individuelle ou imposée par les préjugés, les mouvements de la politique ou de l'histoire, par la guerre, par l'économie ou la météorologie, etc. Chaque cas est à voir séparément.

Il convient surtout de se rendre compte que nous avons à faire à un phénomène dynamique.

Est-ce une fatalité ?

Oui, certainement dans des cas qui résultent de conflits, de l'accélération de l'histoire ou au contraire de l'immobilisme de cette histoire. Non, car sous ce manteau de pauvreté se cache aussi un monde très complexe qui transporte aussi beaucoup d'espoir, une très grande vitalité voire un certain optimisme au quotidien et est considéré par les concernés comme un moment de passage difficile. Un bidonville n'est pas nécessairement triste, comme un deux-pièces HLM n'est pas nécessairement en endroit joyeux non plus.

Il faut aussi se poser la question : veut-on vraiment éliminer la pauvreté ou justifier sa propre existence, sa vision politique ou idéologique ? On l'a vu, en Inde, en moins d'une génération 200 à 250 millions de personnes - la population d'Europe de l'Ouest - ont rejoint une forme de classe moyenne qui se situe autour de 400 millions. En Chine le mouvement a été similaire et même bien plus important. Le moteur de cette révolution fut l'éducation et l'accès à la santé préparés depuis un siècle par les autorités, les missions et les ONG et ensuite et surtout, par tout ce qui est décrié chez nous, c'est-à-dire le pouvoir d'achat, la consommation effrénée d'une partie du monde, la destruction de l'environnement etc. Mais dans ce cercle presque infernal, si nous (ou eux) devenions subitement vertueux et arrêtons brutalement la folie de consommation exagérée, des centaines de millions de personnes retomberaient immédiatement dans une immense pauvreté... d'où dilemme, mais c'est un autre sujet.

Que peut-on faire ?

La solidarité signifie qu'il faut regarder la pauvreté avec beaucoup de respect des personnes et savoir que celles-ci partagent autant un espoir qu'une rationalité dans leur comportement. L'assistance sociale ou l'aide doit être réservée pour des situations exceptionnelles, des passages. Il convient donc de soutenir des projets d'aide mais avec une attention critique. Les projets d'aide qui doivent être soutenus sont ceux qui respectent profondément les personnes concernées et qui incluent un dialogue avec elles, ceux qui changent la vie des bénéficiaires et, dans l'immédiat, aident surtout à la simplifier et avant tout celle des femmes. Donc, l'argent donné, dans un premier temps, doit contribuer à simplifier, à donner du temps et à rendre de la dignité humaine. Il doit éviter tout paternalisme car nous ne savons pas mieux qu'eux, ce qui leur convient. Malheureusement beaucoup de projets aussi géniaux, généreux et bien-pensants soient-ils, ne font que rajouter une couche de complication et projeter avec une bienveillance douceurée beaucoup de gens dans des rôles d'assistés afin qu'ils puissent être sauvés.

Alors, en conclusion, faut-il être optimiste ou pessimiste ? En fait les deux attitudes se justifient simultanément.

Pessimiste car si la proportion de pauvres diminue, le nombre de pauvres reste très important. Parce que les conditions d'un cadre de vie paisible où règne un semblant d'État de droit et de justice ne sont pas réunies dans de nombreuses régions ou parce que les conditions économiques évoluent et varient trop rapidement, laissant bien des destins en route, ou parce que l'immobilisme rural ne tient pas compte de l'évolution démographique, pour n'évoquer que quelques causes.

Il y a encore quelques années, en 2010, la Syrie était un pays frugal mais pas pauvre. Un certain optimisme y régnait. Aujourd'hui c'est la misère qui y règne. Plus de 10% de la population vit de l'autre côté de la frontière et plus du tiers de la population vit déplacée à l'intérieur des frontières, pourquoi ?

Mais on a aussi droit à un certain optimisme et je le répète. Malgré tout, jamais la proportion de pauvres n'a été aussi réduite. Jamais la terre n'a aussi bien nourri autant de personnes et chaque fois que la paix a été retrouvée, elle s'est accompagnée par une reprise et une relance. Les deux pays les plus peuplés de la planète, la Chine et l'Inde, font partie des cinq plus grandes puissances économiques et militaires alors, qu'au cours de ma propre vie et celle de la génération de mes parents, ces deux pays étaient peuplés par les rescapés de grandes famines. Ces grandes famines ont disparu. Si la malnutrition perdure elle se réduit considérablement aussi. La résilience de la nature et des hommes est une réalité. Nous sommes vivants sur un corps céleste, la terre, qui est aussi une forme d'organisme vivant et la fin du monde n'est pas pour demain. Pour une fois, ne raisonnons donc pas en termes de stock, d'un monde créé une fois pour toutes, (un capital qui ne ferait que s'éroder) mais pensons en flux d'un monde qui se recrée et que nous recréons et cultivons tous les jours.

Ayons simplement conscience que la pauvreté est une réalité quotidienne multifacette qui s'est améliorée avec le temps long. Mais aussi, que parallèlement à ça, elle n'est pas qu'une fatalité qui nous relègue uniquement dans le rôle de spectateur. La pauvreté, je crois, est autre chose que la face cachée ou l'ombre de la richesse. On est touché et on peut réagir. Soyons au minimum d'accord pour, qu'à défaut de l'éliminer, du moins réduire la pauvreté là où l'on peut en la ramenant au seuil incompressible qui malheureusement existera toujours car trop souvent auto-induit. Et là, on est à nouveau dans une autre forme de fatalité.

Si certains de mes propos ont pu surprendre, n'y voyez pas une provocation ni une quelconque volonté d'avoir raison, simplement une tentative de réfléchir hors des lieux communs et des idéologies dominantes.

Félix Bollmann

Lecture recommandée entre autres :

Abhijit Banerjee, Esther Duflo

POOR ECONOMICS, Public Affairs, New York, 2011



Mardi 19 mai 2015.

Esther Alder

Nicolas Dériaz, orgue

Esther Alder est Conseillère administrative de la Ville de Genève, dont elle est devenue maire en 2015. Assistante sociale de formation, elle a été de tous temps une citoyenne particulièrement attentive aux personnes les plus défavorisées.

De par son passé et sa position actuelle, elle s'efforce de rendre nos institutions sociales les plus performantes possibles.

Esther Alder est particulièrement apte à aborder le thème de la pauvreté et elle est actuellement attentive à la situation préoccupante de certaines personnes âgées.

Permettez-moi de vous dire tout d'abord que je suis très heureuse d'être ici avec vous pour réfléchir sur ce thème difficile de la pauvreté. Avant de devenir Conseillère administrative en charge du Département de la cohésion sociale et de la solidarité, j'ai été assistante sociale pendant de longues années. J'ai côtoyé ce monde de la pauvreté pendant longtemps, et j'ai acquis une conviction forte : il est à mon avis possible de supprimer la pauvreté ! Je vais y revenir plus loin dans mon exposé.

Les informations qui nous parviennent sur la question de la pauvreté sont souvent contrastées. D'un côté on entend dire que dans toutes les régions du globe le nombre de pauvres a baissé. Effectivement le premier des Objectifs du Millénaire pour le développement, fixés en l'an 2000 pour l'année 2015, a été atteint déjà en 2010 : la pauvreté dans le monde avait diminué à cette date de moitié par rapport à l'année 1990. On parle ici de pauvreté extrême, c'est-à-dire de gens qui vivent avec moins de 1,25 dollars par jour.

De l'autre côté on remarque que la crise économique et la rigueur budgétaire en Europe entraînent une hausse inquiétante de la pauvreté et des inégalités sociales. Les pays les plus touchés à l'heure actuelle sont Chypre, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal, la Roumanie et l'Espagne. Par exemple en 2014 environ 44% des Grecs survivaient en-dessous du seuil de pauvreté de 2009, ce qui est la preuve que les politiques d'austérité n'ont pas fonctionné. En France aussi la pauvreté a considérablement augmenté depuis le début de la crise. En Allemagne, pourtant la première économie de la zone euro, la pauvreté est à son plus haut niveau depuis la réunification en 1990. En 2013 près d'un quart de la population des 28 pays qui forment l'Union européenne était menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale. En Suisse en revanche, le nombre de personnes pauvres est stable depuis des années.

Concernant la pauvreté les bonnes et les mauvaises nouvelles se mélangent mais quelques certitudes demeurent. L'une de ces certitudes est qu'il y a une mauvaise répartition des richesses, et que l'écart entre riches et pauvres ne cesse de se creuser. Une étude récente de l'ONG Oxfam démontre qu'en 2014 les 1% les plus riches détenaient pratiquement la moitié des richesses mondiales. L'autre moitié des richesses est partagée par les 99% restants de la population. Mais la quasi-totalité de cette autre moitié est aux mains des 20% les plus riches. Au final, 80% de la population mondiale doit se contenter de seulement 5,5% des richesses !

Le Forum économique de Davos a aussi reconnu en 2014 la gravité de ce problème. Pour le Forum, le fossé persistant entre les revenus des citoyens les plus riches et ceux des plus pauvres est considéré comme susceptible de provoquer les dégâts les plus graves dans le monde au cours de la prochaine décennie. Ce risque se place même devant les événements climatiques et le chômage.

Cette montée des inégalités s'est produite dans les années 80, parallèlement à l'essor de la pensée néo-libérale. Elle est intimement liée à la part prise par la finance dans l'économie. La chute du mur de Berlin a malheureusement permis l'avènement d'un capitalisme financier sauvage qui ne s'embarrasse pas de considérations morales.

Je déplore personnellement l'attitude de certaines multinationales et de grands groupes industriels qui ne pensent qu'à s'enrichir au détriment des citoyens ordinaires et en pillant les ressources de la planète. Ces multinationales et ces groupes profitent souvent d'un vide juridique et adoptent des comportements totalement irresponsables menaçant la survie de la planète. Par exemple au Brésil la déforestation continue de l'Amazonie pourrait être la véritable cause de la sécheresse exceptionnelle qu'a vécue ce pays en 2014. Il y a de moins en moins de responsabilité sociale dans le comportement des entreprises, et cela est très inquiétant. Certaines banques, qui ont dû être renflouées aux frais du contribuable il y a quelques années, font aujourd'hui des bénéfices record et n'hésitent pas à licencier ! C'est parfaitement indécent ! Dans le monde, la crise financière déclenchée par des spéculations effrénées a par exemple généré plus de 61 millions de chômeurs supplémentaires selon un rapport récent de l'Organisation Internationale du Travail. Et la mondialisation a détruit des emplois innombrables.

Nous avons perdu le souci de l'autre, et les solidarités traditionnelles s'effritent peu à peu. L'indifférence des autorités européennes devant les récents naufrages en Méditerranée est un bon exemple de l'égoïsme qui prévaut aujourd'hui presque partout.

Une autre certitude concernant la pauvreté est qu'elle est liée à un bas niveau de formation, un emploi précaire, au chômage de longue durée, à la taille et au type de famille, au genre, à la santé, à l'appartenance à une communauté ethnique. La combinaison de plusieurs de ces facteurs peut conduire à des situations dramatiques. Si tous ces facteurs créent des obstacles et des difficultés supplémentaires, ils doivent néanmoins être replacés dans un contexte politique plus général. La manière dont un pays décide de distribuer la richesse et de traiter les inégalités est un facteur qui allégera ou aggraverà la pauvreté. C'est pour cela que je suis convaincue que la pauvreté n'est pas une fatalité.

Comme le dit Nelson Mandela, « *La pauvreté n'est pas naturelle, ce sont les hommes qui la créent et la tolèrent, et ce sont les hommes qui la vaincront. Vaincre la pauvreté n'est pas un acte de charité, c'est un acte de justice* ».

Il est tout à fait possible de l'éradiquer si la volonté politique existe. Mais on constate aujourd'hui que la politique s'est mise au service de l'économie et des marchés alors qu'elle devrait être au service de l'homme. Le gros problème est que la volonté politique de supprimer la pauvreté manque. Prenez l'Union européenne : son objectif principal depuis des années consiste à rassurer les marchés financiers à coups de programmes d'austérité ! Et c'est la population, les classes moyennes qui font les frais d'une crise générée par les dérives du secteur financier. A l'exception de la Grèce, les déficits publics étaient sous contrôle pendant les années 2000. Mais les autorités européennes ont voulu sauver l'industrie financière et bancaire qui menaçait de s'écrouler à cause de ses propres excès. Ce sauvetage est devenu leur priorité. Vouloir rassurer les marchés est pourtant une aberration puisque les marchés sont toujours insatisfaits et de plus complètement irrationnels. Cette dictature des marchés financiers doit cesser ! La crise est invoquée à tout bout de champ pour faire peur aux citoyens, pour justifier des coupes dans les budgets sociaux et des mesures d'austérité brutales et écrasantes qui appauvrissent des pans entiers de la population. Elle est aussi utilisée pour détourner l'attention des vrais problèmes, dont celui de la pauvreté.

Cela ne peut plus durer et nous avons besoin d'un sursaut du politique. Cette soumission de la politique aux marchés entame sérieusement la crédibilité de nos systèmes démocratiques. Les responsables politiques sont en effet élus sur la base de programmes qui sont le plus souvent défaits dès lors qu'ils ont le malheur de déplaire aux marchés financiers. Et il s'ensuit un sentiment d'impuissance et de défiance au sein de la population. Finalement, ce sont toutes les valeurs sur lesquelles la civilisation occidentale a été bâtie qui menacent de s'effondrer avec la priorité accordée aux marchés et aux besoins du secteur financier.

Partout, un monde néo-darwinien est en train de s'imposer, où les plus faibles n'ont plus droit de cité. Les pauvres sont aujourd'hui méprisés. On va même jusqu'à leur attribuer la responsabilité de leur situation ou de leur échec. Notre société n'accepte plus que les gens tombent, qu'ils aient des moments de faiblesse, ou qu'ils soient vulnérables. Notre société génère du chômage mais n'accepte pas que les gens soient au chômage. Notre société génère des pauvres mais elle n'accepte pas ses pauvres. Elle n'accepte que l'image de la réussite, elle ne veut que des individus performants et efficaces. Pourtant on peut très vite basculer dans la pauvreté. Il suffit par exemple de perdre son emploi, d'un divorce, d'une maladie. Les personnes qui sont dans cette situation ont alors le sentiment d'être inutiles, elles baissent les bras et se réfugient dans la solitude. C'est un terrible gâchis car ces personnes ont du talent et de nombreuses compétences.

Pourtant, quelle que soit sa situation personnelle, chacun est capable de contribuer positivement à la société. Je pense que les personnes les plus en difficulté doivent recevoir la plus grande attention. Elles doivent recevoir le meilleur pour pouvoir rebondir. Car je suis persuadée que chacun peut rebondir si on lui en offre la possibilité. J'aimerais réaffirmer ici que tous les individus ont de la valeur, quel que soit leur parcours de vie. Et chacun doit pouvoir bénéficier d'un revenu qui lui permette de vivre dignement. C'est pour cela que je suis favorable au revenu universel.

Nous ne supprimerons pas la pauvreté sans une prise de conscience générale et une mobilisation collective contre la pensée économique dominante. Nous ne sommes pas que des agents économiques.

Nous sommes avant tout des êtres humains, ne l'oublions pas.

Esther Alder



Mardi 26 mai 2015.

François Nordmann

Hervé Rousseau, orgue

En sa qualité de diplomate François Nordmann a consacré sa vie professionnelle à expliquer la Suisse au sein de diverses institutions internationales et étrangères.

Il s'est engagé très tôt dans cette voie. D'abord au sein de l'administration de Fribourg, sa ville natale, puis en qualité de secrétaire diplomatique de deux conseillers fédéraux, MM. Pierre Graber et Pierre Aubert, tous deux chefs du Département des Affaires Étrangères.

Après divers postes tels que membre de la Mission suisse auprès des Nations Unies à New York, ambassadeur auprès de l'Unesco, puis ambassadeur à Londres, François Nordmann devient chef de la Mission suisse auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, enfin ambassadeur à Paris.

Il fut un diplomate estimé et respecté dont le parcours prestigieux a évidemment favorisé sa connaissance du monde et nourri une curiosité qu'il conserve activement dans sa condition de retraité actif. Ses amis s'en disent toujours étonnés et admiratifs à cet égard.

Faim et pauvreté dans le monde

1. Pauvreté et sécurité alimentaire sont étroitement mêlées, et à ce titre le sujet de la faim dans le monde s'inscrit tout-à-fait dans le thème des Lumières de midi 2015. Les institutions internationales se sont données pour premier objectif l'éradication de l'extrême pauvreté dans le monde : sous l'impulsion de M Kofi Annan, Secrétaire Général, les Nations Unies ont voulu marquer l'entrée dans le millénaire en septembre 2000 par une conférence au sommet solennelle des chefs d'État (il n'y avait jamais eu autant d'entre eux réunis auparavant). Ils se sont donné différents objectifs pour les

quinze prochaines années, fixant ainsi le calendrier de la lutte contre le sous-développement et donnant un nouveau départ aux Nations Unies.

2. Parmi les Objectifs du Millénaire (ODM) figurent différentes mesures pour lutter en priorité, comme je l'ai dit, contre la pauvreté et la faim, mais aussi pour vaincre le SIDA, développer l'accès à la santé et à l'éducation, notamment pour les femmes et les filles.

3. Aujourd'hui après 15 ans on peut tirer un premier bilan positif des ODM. Selon un rapport de l'Organisation Mondiale des Nations Unies pour la nourriture et l'agriculture (la FAO basée à Rome) l'objectif de diminuer de moitié les victimes de la faim dans le monde a été atteint. On compte encore malgré tout aujourd'hui dans le monde 795 millions de personnes sous-alimentées, soit 167 millions de moins qu'il y a dix ans, et 216 de moins que pendant la période de référence (soit les années 1990/1992). La diminution a été plus que proportionnelle dans les pays en développement si l'on tient compte de l'accroissement de la population. La proportion de personnes sous-alimentées par rapport à la population totale a passé de 23,3 % à 12,9 %. Mais le rythme de diminution et la répartition géographique de l'effort d'élimination de la faim dans le monde a été inégal. Certaines régions progressent plus rapidement que d'autres. L'Amérique latine, l'Asie de l'Est (Chine) et du Sud Est (pays de l'ASEAN), l'Asie centrale et le Caucase ont permis d'améliorer le palmarès. En revanche, en Asie du Sud (Inde), en Afrique australe et de l'Est, en Océanie on enregistre certes des effets positifs mais réalisés trop lentement pour pouvoir atteindre l'objectif énoncé en l'an 2000. L'Afrique sub-saharienne stagne.

4. L'année 2015 apparaît donc comme une échéance cruciale car quatre grandes conférences internationales doivent se tenir en l'espace de quelques mois qui toutes auront un impact sur le problème de la faim dans le monde. La première a déjà eu lieu au Japon, consacrée à la réduction des risques dus aux catastrophes naturelles.

Celles-ci, séismes, sécheresses, inondations, éruptions volcaniques, fortes précipitations ont un impact sur l'agriculture et donc la production d'aliments. La technologie moderne permet sinon de les éviter du moins de se préparer à temps et d'en réduire ainsi les conséquences. Dans les ODM de 2000 ce facteur n'avait pas été suffisamment pris en considération.

5. La seconde conférence aura lieu à Addis-Abeba en Éthiopie sur le thème du financement de l'aide au développement.

6. Au mois de septembre, à l'expiration de la durée convenue des ODM, le sommet organisé au sein de l'Assemblée Générale des Nations Unies adoptera un nouvel ensemble de projets appelés Objectifs du Développement durable, afin de poursuivre au cours des quinze prochaines années la tâche commencée en l'an 2000, soit à l'horizon de 2030. Il s'agira de mettre encore davantage l'accent sur les liens entre le développement et la protection de l'environnement, sans oublier les problèmes liés à l'énergie, à la sécurité et à la gouvernance.

7. Enfin à la fin du mois de novembre la Conférence de Paris sur le changement climatique tendra à prendre des engagements contraignants des États pour limiter à 2° le réchauffement dû aux gaz à effet de serre et pour prévenir les catastrophes provoquées par le réchauffement de la planète.

8. On voit donc que la communauté internationale se mobilise pour lutter contre la pauvreté et la faim. Plusieurs institutions internationales sont parties prenantes aux côtés des organisations non-gouvernementales pour agir à moyen terme dans ce sens. Je voudrais notamment citer la FAO déjà mentionnée avec le Programme alimentaire Mondial (PAM) et le Fonds International de Développement Agricole FIDA, la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce.

9. Ainsi en dépit des indéniables succès obtenus dans la réduction de la faim chronique beaucoup reste encore à faire pour garantir la sécurité alimentaire, qui est un élément central de l'édifice des droits de l'homme. C'est un droit universel : le droit à l'alimentation est la faculté d'accéder à tout instant, physiquement et économiquement, à une alimentation adéquate ou aux moyens de se la procurer, sans aucun type de discrimination.

10. Puisque j'en suis aux définitions je rappellerai que la sous-alimentation se caractérise par un état qui se prolonge pendant au moins une année, durant laquelle la personne ne parvient pas à se procurer assez de nourriture pour satisfaire ses besoins énergétiques et alimentaires quotidiens. La faim est un état de sous-alimentation chronique.

11. Pour garantir la sécurité alimentaire, l'accès aux ressources, l'emploi rural et la bonne gouvernance sont des facteurs clés. On sait qu'une majorité de la population mondiale vit désormais en milieu urbain. Mais pour produire des aliments il faut veiller à la capacité du secteur rural. Or l'agriculture est principalement le fait des 500 millions d'exploitations agricoles recensées dans le monde, souvent de petites exploitations servant à peine à assurer la subsistance des agriculteurs, les plus grandes visant à produire pour le reste des consommateurs. C'est dans le milieu rural que l'on trouve la plus grande proportion de pauvres. La Banque mondiale estime qu'il faut en priorité développer la productivité des agriculteurs, soit la capacité à produire des récoltes plus abondantes grâce à une meilleure organisation, de meilleures semences, des instruments plus adaptés (GPS/ drones / téléphones mobiles), l'accès à plus d'informations météorologiques fiables et la capacité à résister aux énormes défis du changement climatique et des risques de catastrophe naturelle. L'accès au marché, la création de valeurs et l'obtention de crédits sont autant de conditions qui favorisent le développement rural. Mais une des mesures qui aurait les plus spectaculaires conséquences dans la lutte contre la faim serait d'octroyer aux femmes les mêmes accès et outils de production qu'aux hommes.

Actuellement elles sont discriminées dans l'accès au crédit, aux technologies et aux instruments de production, pour ne pas parler de l'éducation. Or si l'égalité de traitement leur était assurée elles contribueraient à réduire de 150 millions le nombre des victimes de la faim dans le monde.

12. La réduction de la faim passe donc par l'amélioration de la situation économique d'ensemble. Si l'on se fonde sur les résultats enregistrés dans les pays qui ont le plus progressé sur la voie de la réduction de la faim, on constate que les politiques publiques doivent réunir trois éléments principaux :

- une orientation générale vers plus de croissance économique ;
- une bonne gouvernance génératrice de stabilité politique ;
- et enfin des mesures adéquates de protection sociale pour atténuer les chocs et garantir aux plus pauvres l'accès à la nutrition, à la santé, à l'éducation, et à la sécurité de leurs revenus. La volatilité des prix alimentaires doit être mieux gérée, y compris par la lutte contre la spéculation financière.

13. L'agriculture doit encore faire face, notamment en Asie, aux problèmes suivants : les phénomènes d'urbanisation et d'industrialisation réduisent les surfaces cultivables ; les sols sont dégradés à cause de l'augmentation de la pollution. Dans les zones tropicales sèches les récoltes sont moins abondantes du fait de l'augmentation des températures. La promotion des agro carburants au nom de la lutte contre le réchauffement climatique porte atteinte à la production d'aliments sans constituer une source d'énergie renouvelable. L'augmentation des classes moyennes est bienvenue en soi car l'une des causes principales de la sortie des plus pauvres de la misère. Mais elle entraîne aussi une modification des habitudes alimentaires (on consomme plus de viande, ce qui nécessite plus de terre et d'eau pour les animaux). Les tensions pour l'accès aux ressources, rivières, eaux territoriales se font plus aiguës et sont déjà l'une des principales sources de conflit. Le point faible se trouve en Afrique sub-saharienne, où des investissements plus nombreux, des méthodes nouvelles permettraient de créer des exploitations plus

efficaces et plus au point sous l'aspect technologique et accès au marché.

13. Avant de conclure ce rapide panorama de l'action des institutions internationales contre la faim, je voudrais encore dire que la Suisse est associée à ce mouvement de la communauté internationale. Elle participe activement à la mise au point des nouveaux objectifs du développement durable. Elle participe également à la lutte contre l'insécurité alimentaire et en fait l'une de ses priorités. Elle a pour but notamment de produire, stocker et commercialiser les produits alimentaires des pays les plus pauvres, de promouvoir la bonne gouvernance pour éviter l'instabilité qui est à la base de mouvements migratoires préjudiciables. Elle contribue au Fonds de stabilité qui atténue les variations relatives à la volatilité des prix et donne la priorité à la cause des femmes dans le monde rural.

14. En conclusion, je voudrais souligner que les institutions internationales jouent pleinement leur rôle dans la lutte contre la faim dans le monde, non sans un certain succès, dû en bonne partie à la croissance de la Chine. Avec les objectifs élaborés pour l'an 2000, qui seront renouvelés cette année jusqu'en 2030, elles disposent d'une feuille de route et d'un tableau de bord qui ont prouvé leur utilité. Elles ont une analyse précise et différenciée de la situation et adaptent leurs politiques en conséquence. Depuis la crise des prix de 2008, elles coordonnent leur action de manière plus précise. Si elles étaient dotées de ressources supplémentaires, elles parviendraient à réaliser en une génération la tâche qui reste à accomplir pour éliminer la faim dans le monde.

François Nordmann

PS On trouvera beaucoup d'informations substantielles dans le récent rapport « L'insécurité alimentaire dans le monde en 2015 » de la FAO, paru le 27 mai dernier et accessible sur internet.

2008

Mme Martine Braunschwig-Graf, Conseillère nationale
M. Cornelio Sommaruga, Président honoraire d'Initiative et changement
M. Gérald Sapey, ancien directeur Radio Suisse Romande
et de la Tribune de Genève
M. Charles Beer, Conseiller d'État
Mme Astrid Stuckelberger, Dr. en psychologie et gérontologie

2009

M. Robert Cramer, Conseiller d'État
M. Alexandre Demidoff, Journaliste, Rubrique culturelle du « Temps »
Mme Vivianne De Witt, Présidente de Radio Cité
M. Bernardino Fantini, Président des Concerts d'Été à St-Germain
Mme Liliane Maury-Pasquier, Conseillère nationale
M. Bernard Gruson, Président du Comité de direction des HUG

2010

M. Metin Ardit, Écrivain
Mme Madeleine Bernasconi, Présidente d'associations EMS
M. Daniel Gostelli, Directeur du CARE

2011

M. Guillaume Chenevière, Ancien directeur de la Télévision Suisse Romande
Mme Isabelle Ferrari, Directrice de l'Espace Rousseau
M. Dominique Föllmi, Ancien Président du Conseil d'État
Mme Michèle Kunzler, Conseillère d'État

2012

Mme Thérèse Obrecht, Présidente de la section Suisse
de Reporters sans Frontières
M. Laurent Beausoleil, Directeur d'EMS à Lancy
M. Jean-Paul Guisan, Théologien et Conseiller municipal de la Ville de Genève
Mme Françoise Buffat, Écrivain

2013

M. Noël Constant, Éducateur de rue
M. Armand Lombard, Créateur d'entreprises innovantes
M. Pierre Ronget, Conseiller administratif de la Ville de Vernier
Mme Monique Desthieux, Théologienne catholique-romaine

2014

M. Andràs November, Professeur honoraire à l'IHEID
Mme Laurence Déonna, Reporter, écrivaine et photographe
Mme Anne-Marie von Arx-Vernon, Directrice adjointe de la
Fondation « Au cœur des Grottes »
M. Pierre Weiss, Docteur en Sciences économiques et sociales